

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-droite-bolivienne-a-obtenu-leurs-martyrs-qu-elle-cherchait>

La limite la « révolution » démocratique bourgeoise du  
MAS.

# **La droite bolivienne a obtenu leurs martyrs qu'elle cherchait.**

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : jeudi 29 novembre 2007

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Le processus de réformes économique sociales qui est promu en Bolivie est arrivé à un point d'inflexion. Dorénavant, aucune tentative de conciliation avec les minorités de droite ne paraît viable, à moins que le régime nationaliste du MAS (Mouvement au Socialisme) modère encore plus ses réformes et renonce définitivement à la « révolution démocratique » qu'il prône.**

**Par Miguel Lora Fuentes \***

[BolPress](#). Bolivie, le 26 novembre 2007.

[Leer en español](#)

La droite a repoussé déjà le principe du débat démocratique à l'Assemblée Constituante et a obtenu leurs martyrs qu'elle cherchait pour discréditer, et éventuellement renverser, le gouvernement « tyrannique » du MAS. Le préfet Ruben Costas a déclaré « personne non grata » à Santa Cruz le Président de la République Evo Morales, tandis que cinq préfectures préparent l'installation de gouvernements autonomes « de facto » et appellent ouvertement à la désobéissance de la « mal née » Constitution Politique de l'État, approuvée ce samedi (24/11/2007).

Bien placé avec 54% des votes aux élections de 2006, une véritable raclée électorale pour la droite, le gouvernement du MAS avait supposé qu'il pourrait gérer la démocratie libérale sans beaucoup de soubresauts tandis qu'on approuvait un paquet minimal de réformes dans la Constituante. Mais, très tôt, le régime a été pratiquement immobilisé par une complexe toile d'araignée de normes et lois écrites expressément pour maintenir ce type système ; soumis à la volonté de rien de moins que d'une opposition minoritaire qui a commencé à conspirer contre l'« Indien » depuis le même moment où il s'est assis dans le fauteuil présidentiel ; et, le pire, sans la moindre possibilité de mener la Constituante, « c'est-à-dire un scénario d'accords et de pactes structurels de la société pour résoudre les conflits qui ont traversé la société bolivienne depuis sa création comme État en 1825 ». (Vice-président Alvaro García Linera).

La convulsion sociale de Sucre durant les 36 dernières heures - qui s'est soldée par trois morts [deux, le policier a été trouvé blessé, mais vivant] et plus d'une centaine de blessés, confirme une fois de plus la thèse que bien qu'Evo Morales soit arrivé au gouvernement, les majorités opprimées n'ont pas encore pris le pouvoir, comme l'ont démontré en leur temps le choc sanglant entre travailleurs et chefs d'entreprise [de Mines] à Huanuni et les confrontations entre des *cocaleros* et des forces de droite en Cochabamba en début d'année.

Le gouvernement de Morales a reconnu cette limite et a parié sur l'Assemblée Constituante comme champ de lutte pour le pouvoir et contre le caractère colonial et monoculturel de l'État libéral [Proposé par l'opposition de Quiroga de « *Podemos* »], partant du principe qu'il existait deux chemins pour en finir avec la lutte ouverte : la guerre civile ou l'armistice social. Une des deux voies fermée, quel rôle va assumer le régime à l'heure actuelle de transition ? Evo voudra passer à l'histoire comme le 'Kerensky' bolivien ; il préférera suivre les pas de l'ex président Hernán Siles, dont le gouvernement a été l'antichambre de la dictature du capital la plus impitoyable qu'a connu le pays ; Il se définira d'un coup comme l'a fait son « grand-père préféré » Fidel Castro ?

**La droite n'a jamais voulu débattre et a donné un coup de pied à l'Assemblée Constituante**

La droite est arrivée décimée à l'Assemblée Constituante, en proposant un projet de développement national mis en échec dans la vie de tous les jours, dans les rues et dans les urnes. En qualité de force politique minoritaire, elle a dû défendre le vieux libéralisme occidental devant un indigénisme communautaire majoritaire rénové, à un moment où on révèle à l'échelle planétaire la non-viabilité environnementale, politique et sociale du modèle de développement capitaliste. Mise en échec et sans discours, la droite n'a pas vu une autre sortie que donner un coup de pied dans

l'échiquier et sortir en courant par la fenêtre.

Les élites économiques se sont toujours opposées à la Constituante. Sept ans de lutte permanente ont été nécessaires, avec beaucoup de sang versé sur le chemin, pour les obliger à débattre avec le mouvement populaire des affaires dont on n'a presque jamais pu parler : le modèle de développement capitaliste, les limites de la démocratie libérale représentative, la grande propriété, la propriété des ressources naturelles... Pratiquement obligée, la bourgeoisie a dû examiner la caractérisation et la structure de l'État colonial.

Les intérêts contradictoires de la bourgeoisie nationale propriétaire, des multinationales et des secteurs sociaux majoritaires appauvris ont été mis en évidence à peine le débat installé. Même si cela paraît ironique, les mouvements sociaux qui se sont frayés un chemin ensuite avec l'action directe de la rue ont été ensuite le porte étendard du débat démocratique, tandis que la droite a exacerbé les sentiments « provinciaux » et a démontré vouloir diviser le pays au moyen d'une guerre civile sanglante pour préserver les intérêts des classes dominantes et leur assurer, au moins, quelques morceaux de pays transformés en territoires autonomes.

Le MAS n'a jamais voulu un changement révolutionnaire au sens strict du terme. Le Président Morales a répété jusqu'à l'épuisement qu'il respectera la propriété privée - y compris les grandes propriétés « productives » - et qu'il garantira la sécurité juridique pour les multinationales, avec lesquelles il n'a pas rompu. Les réformes nationalistes de Morales respectent et même garantissent les intérêts de la bourgeoisie nationale. Elles promeuvent la reconnaissance des cultures et des formes de production et de propriété communautaires non pour qu'elles remplacent mais pour que « elles coexistent » avec l'économie capitaliste.

Le gouvernement a fait des concessions ; l'aile conservatrice n'a jamais soumis à un scrutin public ses dogmes et n'a pas reculé d'un millimètre dans sa position. La Junte Démocratique de Bolivie, le nouveau parti de droite formé par les dirigeants civils et politiques les plus réactionnaires de Santa Cruz, Beni, Pando, Tarija, Cochabamba et Chuquisaca, propose de construire « une République libre et organisée dans un état souverain de droit », dont la forme de gouvernement est le système démocratique et dont l'organisation territoriale se base sur un régime autonome départemental et décentralisé. Et reconnaît « la propriété étatique dans les ressources naturelles non renouvelables », mais réclame du respect absolu pour « la propriété privée et le libre commerce comme moteurs du développement du pays ».

Se sentant menacés et poursuivis, les civils et les préfets « du croissant » et leurs expressions politiques ont recouru à différentes stratégies pour retarder, dévier et saboter le débat à l'Assemblée. En commençant les discussions, son principal combat a été que la nouvelle Constitution soit approuvée par deux tiers des votes comme garantie de respect aux « minorités ». Ils ont ensuite combattu le caractère « originaire » du Forum et l'État « Plurinational ». Plus tard ils ont promu la lutte d'un minuscule groupe politique de Chuquisaca qui a mis dans une impasse le forum en exigeant de débattre d'une affaire marginale : la « union des capitales » de la Bolivie [Aujourd'hui séparée entre La Paz et Sucre [\[1\]](#) ].

Beaucoup affirment que le dialogue dans la Constituante est mort né. Qu'est-ce qu'on pouvait attendre de la négociation avec des secteurs politiques ultraconservateurs qui bloquent toute proposition de changement, même la plus modérée qui soit ? Peut-être le MAS ne courait-il pas le risque de tiédir chaque fois plus la « révolution démocratique » à la recherche de la concertation ?

### **Moment de décisions**

Restent en rien les accords auxquels sont arrivés le MAS et les représentants politiques de la coalition (UN, MNR, CNN, AS, MOP, ASP, MBL, MCSFA et l'indépendant Joli ex Fernández, « Podemos »). Les neuf forces politiques

avaient décidé de construire un État « unitaire, social de droit, plurinational, communautaire et autonome », une « avancée historique » selon le Vice-président Alvaro García Linera parce qu'on a reconnu la dimension plurinationale et communautaire de l'État social de droit et la dimension autonome et décentralisée, sans exclure personne et en articulant les grands axes de tension et de demande qui ont marqué la Bolivie républicaine.

La commission politique a tracé les bases d'un État intégrateur et pluriel affirmé dans la « complémentarité inter civilisatrice » qui reconnaît une « économie plurielle » dans trois formes de propriété : l'étatique, la communautaire et la privée, toutes conduites par un État planificateur qui exerce la direction intégrale du développement économique. Une Constitution Politique de l'État « métisse » se profile, a annoncé en son temps le chef de l'Unité Nationale Samuel Doria Medina.

Les membres de la coalition ont décidé « d'organiser et de favoriser » le secteur communautaire de l'économie comme alternative solidaire, tant à la campagne qu'à la ville, et ils se sont aussi engagés à respecter la propriété privée, la succession héréditaire, la propriété individuelle et collective sur la terre, l'initiative patronale et la sécurité juridique.

« *Podemos* » de Jorge Quiroga, la fraction politique la plus conservatrice de l'Assemblée, n'a pas pris part aux débats de la « coalition », contrairement à d'autres représentants de forces conservatrices comme le MNR et l'Unité Nationale. Au dernier moment, le centre droit a rompu les accords et a laissé seul le MAS et d'autres forces minoritaires qui ont approuvé samedi un premier projet de la nouvelle *Carta Magna* [Constitution] avec les conséquences connues.

Les dernières événements à Sucre accentuent la polarisation politique et approfondissent une longue crise étatique caractérisée par l'antagonisme, l'instabilité et l'incertitude. Toutefois, s'ouvrent aussi de nouvelles perspectives parce que c'est dans des temps de crise que les changements mûrissent et les *soldats* prennent parti. Les secteurs mobilisés à Sucre ne prendront pas beaucoup de temps pour demander des comptes à leurs chefs quand on clarifiera le fond de la revendication régionale imposée artificiellement à un moment constitutif. Cela retardera un peu plus la société *cruceña* (de Santa Cruz) pour comprendre que leur gouvernement autonome sera illégal alors qu'il ne sera pas reconnu par la Constitution.

Selon le Vice-président García Linera, le pays vit un moment de crise étatique « en cours de résolution » dans lequel deux forces antagoniques combattent : la droite formée par la bourgeoisie agro-industrielle de l'*oriente* (Branco Marinkovic et les civils du « croissant »), petits groupes radicaux « semi fascistes » (qui ont apparus à Sucre) et ses bras politiques (*Podemos*, MNR, UN), et un nouveau bloc de pouvoir de « petits producteurs » du secteur urbain et rural (paysans, artisans, commerçants et segments du patronat privé liés au marché interne) et une bureaucratie étatique qui a une influence économique qui a sous la main d'importants « ressorts » ou outils de cohésion sociale comme l'investissement public (subventions pour les personnes âgées et bourses pour les étudiants, et de grands travaux d'infrastructure, etc.).

Il n'y a pas lien catastrophique entre les deux côtés, assure García Linera, mais le surgissement de résistances locales des élites qui manquent d'un projet de société viable et crédible face au nouveau bloc de pouvoir. Le mandataire juge que la résolution de la tension et la définition de la nouvelle personnalité de l'État est plus près de ce qu'il paraît.

---

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

---

\* **Miguel Lora Fuentes** est journaliste. Il a travaillé dans les quotidiens *Presencia*, *La Prensa*, *Los Tiempos* et

l'hebdomadaire Pulso. Il a été professeur à l'Université Publique d'*El Alto*. Actuellement il est éditeur de **Bolpress.com**

*Post-scriptum :*

**Notas :**

---

[1] Sucre est fondée en 1539 par le capitaine Pedro de Anzures, marquis de Campo Redondo, sous le nom Charcas en référence au peuple Charcas qui vivait dans cette région. Après la guerre de l'Indépendance contre Espagne en 1839 la ville devient la capitale constitutionnelle de la République de Bolivie de la Bolivie, la ville est rebaptisée en l'honneur du maréchal Antonio José de Sucre, camarade de Simon Bolivar. Le siège du gouvernement bolivien est transféré à La Paz à la suite d'une guerre civile perdue par les "conservateurs" sucrènes face aux "libéraux" de La Paz en en 1898.